



Communiqué de presse

Le 8 novembre 2019,

« Abandon du projet EuropaCity : l'Etat manque à sa parole et laisse le Val-d'Oise à la porte du Grand Paris »

par Patrick RENAUD, Président de la Communauté d'Agglomération Roissy Pays de France

Ce jeudi 7 novembre, le Président de la République, Emmanuel Macron, a annoncé le retrait du soutien de l'Etat au projet d'aménagement du Triangle de Gonesse, dont EuropaCity, pôle urbain, culturel, commercial et de loisirs déployé sur 80 hectares, constituait le fer de lance. Un secteur qui, rappelons-le, doit accueillir en 2027 la gare Triangle de Gonesse, sur la future Ligne 17 – la seule gare du Grand Paris Express prévue dans le Val-d'Oise.

Contraire à toute logique sociale, économique ou d'aménagement du territoire, **cette décision constitue avant tout un renoncement de l'exécutif à sa propre parole, navrant pour tout citoyen, et intolérable pour tout val-d'oisien.**

Car beaucoup d'habitants de notre département, et notamment de la Communauté d'Agglomération Roissy Pays de France, avaient accueilli le 6 octobre dernier avec un soulagement légitime les propos de M. Jean-Baptiste Djebbari, Secrétaire d'Etat aux Transports : le projet allait être « validé », il n'était pas imaginable que le triangle de Gonesse et EuropaCity, dont l'aménagement impliquait 10 000 créations d'emploi dans le Grand Roissy soient finalement « *la variable d'ajustement des politiques électorales avant les municipales* ». Une association d'idées qui, aujourd'hui, ne peut que poser question.

EuropaCity avait vocation à devenir un véritable pôle d'attractivité à l'échelle nationale et internationale : son impact sur le développement local – économique autant que social – aurait été majeur. Plus encore que par sa dimension, **ce projet était inédit et remarquable par sa prise en compte des enjeux du territoire, et des attentes de la population.** Authentique fleuron urbain, culturel et tertiaire, EuropaCity devait offrir une locomotive économique à tout le nord-est francilien : au-delà des commerces et des bureaux, ses équipements culturels et de loisirs offraient une réelle complémentarité avec ceux des collectivités.

Le **Grand Roissy**, et notamment l'Agglomération que j'ai l'honneur de présider, est un territoire aux atouts formidables, et un **secteur stratégique pour l'attractivité de l'Ile-de-France et de notre pays**. Mais malgré le développement économique fantastique généré par l'activité aéroportuaire, certains de **nos quartiers souffrent : 37% de notre population réside en quartiers Politiques de la ville (QPV)**. En effet, Roissy Pays de France compte 10 QPV sur sa partie la plus urbanisée, dans les communes d'Arnouville, Garges-lès-Gonesse, Goussainville, Gonesse, Sarcelles, Villeparisis et Villiers-le-Bel.

Face à de tels enjeux, **comment peut-on tourner le dos à plus de 3 milliards d'euros d'investissement, et à la création de plus de 10 000 emplois ?** Quelles perspectives offrons-nous à nos enfants ? Quel avenir voulons-nous pour les 28 % de chômeurs de moins de 30 ans ? Comment financer la rénovation urbaine dans les quartiers prioritaires ? Comment construire des équipements publics pour accompagner la création de logements en milieu péri-urbain et rural ?

Après une telle décision, c'est à ces défis que l'Etat doit, de manière urgente, apporter des réponses claires et complètes, a fortiori alors que notre pays traverse, avec la crise des gilets jaunes, une période de défiance inédite envers les pouvoirs publics.

Les raisons invoquées par l'Etat pour abandonner EuropaCity ne reposent sur aucun élément concret. Des déclarations incantatoires de l'exécutif, on ne retient que le sacrifice de notre territoire, et de 10 ans d'investissement. Ainsi, l'un des arguments majeurs pour contrer EuropaCity était la préservation des terres agricoles, alors même que **Roissy Pays de France est la seule collectivité à avoir adopté une Charte Agricole sanctuarisant 16 000 hectares de cultures** pour les 30 ans à venir.

Aujourd'hui, la presse fait état d'une ébauche de projet porté, prôné, souhaité, dont la vocation et les caractéristiques restent un mystère. Mais par qui ? Un nouvel investisseur prêt à investir plus de 3 milliards d'euros, au risque de les perdre ? L'Etat ? Je suis sceptique, pour ne pas dire plus.

Ce renoncement de l'Etat envoie un signal déflagrateur aux futurs investisseurs, qui considèrent des opportunités sur notre territoire, en Ile-de-France ou même en France. C'est un choc d'une violence inouïe, presque historique, dont les conséquences se feront sentir bien au-delà du Grand Roissy.

A présent, un autre enjeu doit nous mobiliser tous, élus, acteurs économiques, associations et citoyens : nous avons mené un combat acharné pour **la défense de la Ligne 17, maintes fois remise en question**. Aujourd'hui plus que jamais, nous devons rester unis et nous mobiliser dans cette même dynamique : car la Ligne 17 est un **aménagement structurant pour tout le Val-d'Oise, stratégique pour l'accès aux emplois des habitants**.

Aujourd'hui, il appartient à ceux qui ont brisé EuropaCity d'avancer des propositions concrètes, rapides et chiffrées pour aménager le Triangle de Gonesse, et ainsi garantir la réalisation de la Ligne 17. Il est temps que l'Etat respecte ses engagements et réalise l'ensemble des gares prévues, jusqu'au Mesnil-Amelot.

L'Etat doit s'engager sans délai et sans réserve, sur le terrain, au plus près des populations et des élus locaux. Sinon, je le dis avec gravité, la situation va vite devenir ingérable. Et c'est à l'exécutif qu'il reviendra d'en porter la responsabilité.

A propos de la Communauté d'Agglomération Roissy Pays de France

La Communauté d'Agglomération Roissy Pays de France, créée le 1er janvier 2016, regroupe 42 communes sur les départements du Val d'Oise (95) et de la Seine-et-Marne (77), et compte environ 352 000 habitants. 2^e Agglomération de France par sa population, Roissy Pays de France s'étend sur une aire représentant 3,5 fois celle de Paris.

Le territoire de la Communauté d'Agglomération se démarque par sa diversité, tant sur le plan démographique que de la densité urbaine : forte urbanisation au sud (notamment autour des aéroports Paris - Charles-de-Gaulle et Paris - Le Bourget) et vastes territoires agricoles au nord et à l'est.

Patrick Renaud, Président de l'Agglomération, est à la tête d'un exécutif réunissant 15 vice-présidents et 10 conseillers délégués. Au total, le conseil communautaire compte 105 élus. Roissy Pays de France exerce 21 compétences. Territoire de projets, la Communauté d'Agglomération porte une action ambitieuse en matière de développement économique, de transports, d'aménagement foncier, d'habitat et de politique de la ville, et de développement durable. Le développement culturel et sportif, la préservation du patrimoine, l'eau et assainissement et la gestion des déchets font également partie des priorités de Roissy Pays de France.

Contact Presse

Galivel & Associés – Carol Galivel • Sébastien Matar

21-23, rue Klock – 92110 Clichy

Tél : 01 41 05 02 02 // Fax : 01 41 05 02 03

galivel@galivel.com // www.galivel.com